



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

climat

Question au Gouvernement n° 3391

Texte de la question

COP21

Mme la présidente. La parole est à M. Christophe Bouillon, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Christophe Bouillon. Monsieur le Premier ministre, la COP21 a commencé. C'est un rendez-vous international dont la planète est tout à la fois le sujet, l'objet et le projet. On peut résumer ainsi le constat partagé par ses participants : le changement climatique, c'est maintenant.

Les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, nous montrent que ce constat est désormais irréfutable et sans équivoque. Chacun connaît les impacts du dérèglement climatique en cours : inondations, phénomènes climatiques extrêmes, hausse du niveau de la mer, perte de biodiversité et déplacements de populations.

Face à ce constat accablant, nous ne pouvons demeurer les bras ballants ou croisés : il y a un combat à mener – c'est même le combat du siècle. On peut le traduire par l'impératif de limiter l'augmentation de la température moyenne de la Terre à 2 degrés Celsius. Cela passe par une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce combat, la France est mobilisée comme jamais : l'équipe France est sur le pont. Il faut saluer le rôle du Président de la République, le vôtre, monsieur le Premier ministre, ainsi que le formidable déploiement diplomatique de Laurent Fabius, président de la COP21, et l'action de Ségolène Royal, qui conduit la délégation française et qui assure la mobilisation autour de l'agenda des solutions.

Cette mobilisation vise à obtenir un accord que nous voulons universel, ambitieux, contraignant, c'est-à-dire vérifiable, différencié et financé.

La voix de la France porte, car nous sommes exemplaires. Dans l'avant-garde que constitue l'Union européenne, la France est reconnue et saluée comme exemplaire depuis le vote de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Cette loi est une formidable boîte à outils qui doit permettre à la France de tenir ses engagements européens – et même d'aller au-delà – tout en définissant une stratégie bas carbone tout à la fois riche en emplois et bonne pour l'environnement.

Le plaidoyer pour le climat est tout sauf le procès de l'énergie.

On ne part donc pas de rien, mais, bien évidemment, rien n'est gagné. La négociation est engagée ; elle mérite

que nous poursuivions nos efforts jusqu'au bout.

Monsieur le Premier ministre, quels sont le message et la feuille de route de la France pour la justice climatique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur certains bancs du groupe écologiste.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, vous venez de le rappeler, la conférence pour le climat vient de s'ouvrir à Paris, au Bourget. Comme vous l'avez également rappelé, notre ambition est de réussir ce rendez-vous et d'être à la hauteur de ce défi historique.

Bien sûr, nous sommes tous mobilisés : le Président de la République, Laurent Fabius et Ségolène Royal, tout le Gouvernement, mais également beaucoup de parlementaires, les organisations non gouvernementales, les entreprises et les citoyens. En effet, l'enjeu est colossal car ce qui est en cause c'est, bien sûr, l'avenir de l'humanité. Lutter contre le dérèglement climatique, c'est en effet agir pour la survie de notre planète.

Chacun le voit et le sait : ce dérèglement n'est pas un fantasme mais une réalité – en France, en Europe et dans le monde. C'est particulièrement vrai en Europe, car l'automne sur ce continent n'a jamais été aussi clément. En outre, les sept premiers mois de 2015 ont été les plus chauds jamais enregistrés à la surface du globe.

Comme cela a été rappelé hier par de nombreux chefs d'État et de gouvernement, les premières victimes du dérèglement climatique et de ses manifestations que sont les inondations et les sécheresses sont, bien sûr, les populations les plus fragiles.

La France devra convaincre 195 pays de mettre de côté leurs préoccupations de court terme afin que nous protégions ensemble, car c'est notre bien commun, le climat.

D'ores et déjà, 184 pays, représentant près de 95 % des émissions mondiales, ont déposé leur programme de mesures unilatérales en faveur du climat.

L'accord de Paris ne peut pas être une simple déclaration politique. Le Président de la République l'a dit hier avec force : cet accord doit être universel, différencié – notamment entre le Nord et le Sud – et contraignant.

Nous avons donc besoin d'un accord ambitieux, qui prenne en compte les spécificités de chaque pays afin que chacun s'engage pour le climat. L'objectif est clair : limiter le réchauffement climatique à 2 degrés – voire à 1,5 degré, comme le réclament par exemple les pays du Pacifique, qui pourraient être submergés.

Les engagements actuels ne permettent pas d'atteindre cet objectif : l'accord doit donc prévoir une mécanique qui permette de renforcer les engagements pris. La première journée de la COP21 a été l'occasion de donner, me semble-t-il, grâce à l'expression des chefs d'État et de gouvernement, l'impulsion politique nécessaire.

Mesdames et messieurs les députés, réussir ce rendez-vous suppose de répondre à l'enjeu du financement, qui est majeur. La journée d'hier a également permis d'avancer sur ce thème du financement de la transition énergétique, avec l'augmentation significative des investissements publics et privés dans les énergies propres. Dix-neuf États se sont ainsi engagés à doubler, en cinq ans, le budget alloué à la recherche et développement dans le domaine de la transition énergétique.

Enfin, nous le savons, les pays du Sud ne s'engageront que si les financements sont réunis, et c'est un des enjeux majeurs des jours prochains. Le concert des nations a rendez-vous avec l'histoire, et ce rendez-vous a lieu en France, dont le rôle, aux côtés d'autres pays comme des Nations unies, sera décisif.

Nous sommes l'hôte de ce grand événement. Notre voix porte dans le monde, et nous devons être à la hauteur

de notre responsabilité : une espérance s'est levée, et vous pouvez naturellement croire, monsieur le député, en l'engagement absolu et total de la France pour la réussite de ce rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète. *(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, républicain et citoyen et sur certains bancs du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Christophe Bouillon](#)

Circonscription : Seine-Maritime (5^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3391

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 décembre 2015](#)